

COVID-19 et pauvreté infantile :
**des millions
d'ENFANTS
en danger**



**Rédaction & traduction :**

Maud Dominicy en collaboration avec Cédric Vallet

Coordination :

Ménaka Dumont

Création et production :

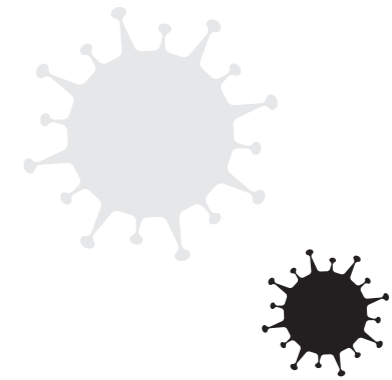
Maryse Petitfrère - Joséphine ose

Photo de couverture :

© UNICEF/UN058161/Vishwanathan

Les textes et le contenu de ce rapport
n'engagent qu'UNICEF Belgique

D2020/5606/03



La crise générée par la pandémie de COVID-19 menace de frapper le plus durement les enfants et les familles.

Moses a dix ans. Au mois de juillet, il sillonnait les ruelles de Gulu, en Ouganda, pour vendre des œufs à moins de 10 centimes d'euros pièce. Les ventes n'étaient pas bonnes. L'Ouganda était alors en plein confinement, pour juguler la pandémie de COVID-19. Moses n'avait pas vraiment le choix. Les écoles étaient fermées. Les rares ressources de sa famille se tarissaient à grande vitesse, dans un pays, déjà très fragile, en proie aux contractions de l'économie mondiale. Alors il tentait de se faufiler avec ses œufs, pour échapper au regard des policiers. Car le confinement ougandais fut l'un des plus sévères d'Afrique.

Selon l'UNICEF, dans les pays les plus pauvres du monde, **plus d'un enfant sur quatre est engagé dans le travail des enfants**. Ce chiffre risque d'augmenter à la suite de la pandémie de COVID-19.

L'histoire de Moses, rapportée par l'agence de presse Reuters¹ illustre les ravages causés par la pandémie et ses conséquences socio-économiques un peu partout dans le monde. Comme une tempête qui viendrait souffler d'un coup l'édifice fragile des progrès engrangés ces dernières années pour réduire la pauvreté des enfants.

1

<https://www.reuters.com/article/uganda-children-labour-idUSL8N2EE1TW>

UN AVENIR MEILLEUR EST POSSIBLE

ENGAGEZ-VOUS

aux côtés
d'UNICEF Belgique
pour réimaginer un autre
futur.

Si nous sommes **solidaires**
en cette **période de crise**,
nous pouvons

- donner à chaque enfant la chance de façonner son propre avenir
- créer des sociétés plus résilientes.

Plus d'informations sur

www.unicef.be



Le monde a extrêmement bien réussi à lutter contre l'extrême pauvreté.

De 1990 à 2015, un milliard de personnes ont pu s'extirper des affres de l'extrême pauvreté, permettant à la communauté internationale des progrès significatifs pour atteindre son premier objectif du Millénaire pour le développement. **Des progrès qui seront peut-être balayés ces prochains mois.**

La récession attendue pourrait être pire que la grande dépression, dans les années 30. **400 millions d'emplois ont été perdus au deuxième trimestre 2020.**

Bien sûr, l'Union européenne et, au-delà, la communauté internationale, aménagent leur protection sociale, lorsque celle-ci existe, pour contrer ces effets ravageurs, via des mécanismes comme le chômage temporaire par exemple, mais, selon l'OIT et l'UNICEF, ces dispositifs sont de trop courte durée. Ils doivent s'inscrire dans la durée vu l'ampleur de la tâche¹.

Les programmes de protection sociale sont pourtant ceux qui protègent le mieux les enfants et leurs familles des conséquences adverses de la crise. Mais sur la planète, **avant même que le Coronavirus fasse son apparition, deux enfants sur trois échappaient à tout filet protecteur étatique². Ils ne bénéficiaient d'aucune protection sociale.** Et pourtant, celle-ci est le seul amortisseur possible face aux chocs.

L'UNICEF appelle les gouvernements à étendre et à augmenter les programmes de protection sociale pour chaque enfant et les transferts monétaires pour les familles, même en période de restriction budgétaire.

L'extension et la solidification des programmes de protection sociale ainsi que des transferts en espèces sont des solutions à même d'atténuer les effets des crises. Les transferts en espèces et les allocations aux familles ont fait leurs preuves. Les repas scolaires gratuits, les congés parentaux payés et l'aide à la garde d'enfants sont d'autres exemples de mesures très concrètes pour protéger les enfants. Toutes ces solutions se sont avérées efficaces, car elles facilitent l'accès régulier à la nourriture, aux soins de santé et permettent d'ouvrir une perspective, un espoir.

¹ Social Protection and Jobs Responses to COVID-19 A Real Time Review of Country Measures World Bank, UNICEF and ILO. The average duration of COVID-19 social protection responses is 3.3 months.

² UNICEF and ILO <https://www.unicef.org/reports/towards-universal-social-protection-children-achieving-sdg-13>

117 MILLIONS D'ENFANTS EN PLUS POURRAIENT BASCULER

© UNICEF/UN03112/Gilbertson



LA TÂCHE EST IMMENSE, si l'on en croit les dernières projections chiffrées.

Plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté sont des enfants¹.

C'est cette **réalité choquante** contre laquelle il est crucial de se mobiliser.

¹ UNICEF and World Bank https://www.unicef.org/publications/files/Ending_Extreme_Poverty_A_Focus_on_Children_Oct_2016.pdf

Les premières estimations de l'**UNICEF** au sujet des effets de la crise économique et sociale déclenchée par la pandémie de COVID-19 sont vertigineuses.

117 millions d'enfants supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté monétaire – un indicateur qui calcule le niveau de pauvreté à partir du revenu – portant le total à **700 millions. Un chiffre colossal.**

Derrière chacun de ces enfants se cache une réalité brutale faite de blessures. Souvent, ce basculement est synonyme d'effritement des besoins de base. Pour certains d'entre eux, la «**pauvreté monétaire**» signifiera qu'il faudra se serrer la ceinture au prochain repas.

Ce vent mauvais ne souffle pas que dans les pays les plus pauvres. En Europe, le chômage et la précarité augmentent.

Les files s'allongent pour l'aide alimentaire et de nouveaux pauvres viennent grossir les rangs de ceux qui demandent une aide sociale. Les emplois les plus précaires et flexibles sont souvent les premiers à être perdus. Et la jeune génération semble être particulièrement vulnérable.

Cette tendance pourrait s'accroître en raison du ralentissement de l'économie. Il est probable que les plans d'aide massifs dans lesquels se lancent les Etats, seront suivis de contractions budgétaires. Si tel est le cas, ce sont les enfants et les familles qui risquent d'en être les premières victimes. L'expérience passée peut nous instruire. En 2008, suite à la crise des subprimes², les dépenses consacrées aux enfants ont subi de plein fouet les mesures d'austérité budgétaire qui ont marqué la vie de nombreux pays de l'OCDE et de l'Union européenne, alors même que d'autres dépenses ne diminuaient pas dans les mêmes proportions, voire augmentaient dans certains cas. Mécaniquement, c'est chez les enfants que la pauvreté a le plus augmenté dans la période d'après crise.

² Between 2010 and 2013

La plupart des pays riches n'ont pas réussi à éradiquer la pauvreté infantile malgré leurs engagements, leurs ressources, leurs services et leurs infrastructures.

Cette augmentation de la pauvreté a des conséquences dans la vie quotidienne de nombreux enfants. **En Belgique, un enfant sur cinq vit dans la pauvreté, comme dans la moitié des pays riches de la planète. En tout, ce sont environ 500.000 enfants qui subissent cette situation.** Cette réalité est bien connue. Pourtant, depuis 2008, le taux de pauvreté des enfants ne cesse de croître. Même constat en France, en Slovaquie, en Suède, en Norvège, au Danemark, où les taux de pauvreté augmentent depuis des années. Les pays riches ne parviennent pas à stopper cette vague de pauvreté qui touche les plus fragiles.

Selon l'UNICEF, les dépenses publiques pour la protection sociale des familles et de leurs enfants doivent absolument être préservées.

Les dépenses doivent aussi être davantage orientées vers des services directs, essentiels pour casser les dynamiques d'exclusion, comme le congé parental, les gardes d'enfants, le versement d'allocations familiales ou le financement de politiques actives permettant de tendre vers un emploi équitable que l'on soit un homme ou une femme.

Mais au moins, des données existent en Europe. Dans d'autres régions du monde, elles sont **inexistantes.**

Pourtant, quantifier la pauvreté est l'une des clés pour résoudre le problème.

Car sans données, comment mesurer avec précision son ampleur et cartographier les efforts à faire pour en sortir. Comment prendre conscience d'une réalité qui, en bout de course, s'immisce dans toutes les dimensions de la vie d'un enfant et ronge son insouciance. La mesure de la pauvreté doit être systématique.

CE N'EST PAS PARCE QU'ON NE LA VOIT PAS QUE LA PAUVRETÉ N'EXISTE PAS.

EN BELGIQUE, UN ENFANT SUR CINQ EST TOUCHÉ PAR LA PAUVRETÉ.

Engagez-vous avec nous sur www.unicef.be

LA PAUVRETÉ VA S'ACCROÎTRE PARTOUT

C'est donc sur un terrain déjà abîmé que sévit la pandémie de COVID-19.

Les prévisions de croissance pour l'Union européenne sont au plus bas.

En 2020, le PIB des pays riches devrait décroître de 6 à 14%¹. L'économie mondiale devrait diminuer d'au moins 5%². Ce qui signifie que **certains pays riches seront aussi particulièrement impactés** par la crise économique. La baisse de ces indicateurs se traduira très concrètement par des **pertes d'emplois et de revenus supplémentaires**, qui frapperont en premier lieu les ménages à faible revenu.

Ces contractions seront d'autant plus fortes et déstabilisatrices dans des pays en proie à des crises humanitaires, à la violence et aux conflits. Dans un article de l'agence de presse Reuters³, le lecteur découvrirait l'effet brutal du virus sur la société yéménite, déchirée par la guerre depuis plusieurs années. A l'impact sanitaire s'ajoutait un impact économique brutal, comme un multiplicateur des ravages du conflit. Là encore, **des enfants sont contraints de travailler, des parents mendient et, parfois, les enfants sont contraints de se marier.**

Pour mieux mesurer l'impact de la pauvreté sur les enfants, la mesure de la pauvreté monétaire ne suffit pas.



Dans bien des situations, pauvreté rime avec d'autres privations. Le manque de nourriture, les reports de soins, l'accès à l'eau, à l'éducation, au logement, sont autant d'indicateurs d'une pauvreté « multidimensionnelle », qui montrent à quel point la pauvreté touche aux besoins de base des enfants.

Pour l'UNICEF, la pandémie a plongé 150 millions d'enfants supplémentaires dans la pauvreté.

L'accès à l'eau, à la nourriture, à la santé et à l'éducation ont été touchés. **Sur notre planète, 1,2 milliard d'enfants sont frappés de pauvreté multidimensionnelle.** Un chiffre qui dépasse l'entendement.

En affinant ce chiffre, on se rend compte des dégâts. **Dans plus de 70 pays à faible ou moyen revenu, 45% des enfants étaient « gravement privés » d'au moins un besoin essentiel** – par exemple l'accès à l'eau, à la nourriture, à un logement, à la santé. Le nombre d'en-

fants subissant ces privations a augmenté d'environ 15% cette année. Effet direct de la pandémie et de la pauvreté qui se glisse un peu plus dans la vie des enfants.

Mettre fin à la pauvreté infantile. Le défi qui se présente sera de taille. Il nécessitera des efforts budgétaires que seuls les pays riches ou « intermédiaires » peuvent envisager.

Mais comment faire dans des pays plus pauvres ?

Ces pays ont moins de ressources et moins de flexibilité financière, certains faisant face au fardeau écrasant de la dette, à un déficit du système de santé et à des défis connexes.

Alors même que 55% de la population mondiale n'a pas accès à la protection sociale, le PNUD estime que les pays en développement pourraient voir leurs pertes de revenus dépasser les 220 milliards de dol-

lars. Ce manque à gagner énorme aura des **répercussions directes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à une sécurité alimentaire.**

Aujourd'hui, **200 millions d'enfants** vivent dans des pays en situation de **surendettement** ou à risque de surendettement.

Dans ce contexte, l'aide publique au développement est primordiale. L'objectif bien connu d'allouer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement ne doit pas être négligé. En 2019, la Belgique consacrait 0,42% de son RNB à l'aide publique au développement.

Vu la récession qui s'annonce et les incertitudes à venir, **les postes budgétaires dédiés à la solidarité internationale pourraient être réduits.** Mais l'aide publique au développement est plus que jamais nécessaire.

L'ONU a publié un Cadre pour une réponse socio-économique immédiate à la COVID-19⁴ et appelle à une intensification exceptionnelle du soutien international et de l'engagement politique afin de garantir l'accès aux services essentiels et à la protection sociale.

⁴ A UN framework for the immediate socio-economic response to COVID-19 : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un_framework_report_on_covid-19.pdf

¹ Prévisions économiques 2020, OCDE : <http://www.oecd.org/perspectives-economiques>

² IMF World Economic Outlook Update, June 2020 <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOupdate-June2020>

³ <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-yemen-un-idUSKBN2321C3>

LA **BELGIQUE** A
UN RÔLE ESSENTIEL À JOUER
EN DONNANT AUX ENFANTS
LA CHANCE D'**UN AVENIR MEILLEUR.**

**CE N'EST PAS PARCE QU'ON NE
LA VOIT PAS QUE LA PAUVRETÉ
N'EXISTE PAS.**

**DANS LE MONDE, 1 ENFANT SUR 3
EST TOUCHÉ PAR LA PAUVRETÉ.**

Engagez-vous avec nous sur www.unicef.be

DONNONS UNE CHANCE À CHAQUE ENFANT !



1. Protection sociale : Etendre et augmenter les allocations et les programmes de protection sociale pour tous les enfants et leurs familles.



2. Santé et Education : Elargir l'accès aux soins de santé et à l'éducation de qualité pour tous les enfants.



3. Soutien : des congés parentaux, des congés maladie et des services de garde de qualité pour tous les enfants notamment.



4. Entendre sa voix : fournir aux enfants et aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs besoins et d'influencer la prise de décision.



5. Renforcer les ressources : éviter une réduction des budgets sociaux et de protection de l'enfance et renforcer les budgets alloués à la protection sociale en Belgique et dans l'aide publique au développement.

Nous appelons également tout le monde - gouvernements, institutions, organisations de la société civile, entreprises, écoles, jeunes et grand public - **à se joindre à nous** et à tout mettre en œuvre pour **mettre un terme à la pauvreté des enfants** en Belgique et dans le monde et pour **protéger les enfants et les familles les plus vulnérables.**



LES ÉCOLES FERMÉES, LA PRÉCARITÉ AMPLIFIÉE

En juin dernier, l'Organisation Internationale du Travail et l'**UNICEF** alertaient l'opinion publique quant **aux risques bien réels de voir le travail des enfants faire un retour en force.**

Le spectre de l'exploitation n'a jamais disparu, comme le montre l'histoire de Moses, citée précédemment. **La fermeture des écoles en période de confinement a bloqué le parcours scolaire de 1,5 milliard d'enfants.**

En Europe, les enfants en situation de vulnérabilité ont parfois **perdu le fil de la continuité scolaire**, les fermetures d'établissements ou l'école à distance accroissant encore un peu plus les **inégalités**. Des enfants se sont sentis seuls, ont perdu le contact, pourtant essentiel, avec leurs pairs.

Mais **dans les pays pauvres**, ces fermetures ont parfois eu des **effets radicaux**. Les enfants endossent des responsabilités familiales, pécuniaires. Ils doivent parfois **se marier¹, s'occuper des soins de leur famille**. La fermeture des écoles, dans bien des pays, est synonyme de **violences** et d'**exploitation**.

Car **l'école**, l'accès à l'éducation, sont quelques-unes des rares solutions de fond, de long terme, qui permettent de briser les cycles de la pauvreté. C'est une évidence qu'il est désormais nécessaire de rappeler.

On sait que l'accès à l'école détermine bien d'autres dimensions vitales.

Les perspectives de sortir de la pauvreté s'amenuisent à mesure que l'on s'éloigne de l'école. Et cela commence dès le plus jeune âge. Si l'accès à l'école maternelle est erratique, alors les résultats en primaire s'en ressentiront, puis, comme une boule de neige, s'amplifieront en secondaire, pour ceux qui y accèdent. **Un mauvais accès à l'éducation emprisonne des familles entières dans des schémas où la pauvreté se répète de génération en génération.**

Cette situation n'est pas nouvelle, mais la COVID-19 et la fermeture des écoles renforcent cet état de fait. Les enfants qui n'ont pas pu aller à l'école ont eu un **accès réduit à la santé, à la vaccination, à l'alimentation**. Et lorsqu'un enseignement à distance est prodigué, tous les élèves n'y ont pas accès. Certains seront **«perdus»** par les enseignants car ils n'ont pas accès aux technologies nécessaires, **victimes de fracture numérique**. **360 millions de jeunes n'ont pas accès à internet**. Et ce problème touche aussi les pays riches.

L'expérience des crises passées montre que les enfants des ménages les plus pauvres sont moins susceptibles de retourner à l'école après une crise. Le droit à l'éducation est pourtant un droit pour tous les enfants, avant, pendant et après une crise.

¹ COVID-19 et travail des enfants : en temps de crise, il est temps d'agir
https://www.ilo.org/ipec/Informationresources/WCMS_747422/lang-fr/index.htm

SANTÉ, CLIMAT, GENRE, DES IMPACTS MULTIPLES

La pandémie de COVID-19 a exacerbé des **inégalités de santé préexistantes**.

Les populations les plus vulnérables ont souvent été plus frappées par la maladie.

Ces disparités d'accès aux services de santé, préventifs ou curatifs, sont intimement liées à la pauvreté. Bien sûr, les inégalités d'accès à la santé varient en fonction des réalités de chaque pays.

Dans certaines régions du monde, les services de santé, à la qualité inégale, sont inexistantes ou très éloignés. Les populations n'ont parfois pas les moyens de payer le transport qui les conduira à l'hôpital ou vers un centre de santé. Ce sont ces mêmes moyens qui viennent à manquer lorsqu'il faut payer la consultation médicale.

Bref, **les obstacles à franchir pour accéder aux soins de santé sont bien plus nombreux pour les plus pauvres.** Et ce sont ces derniers qui, bien souvent, sont aux premiers rangs face aux maladies infectieuses. La tuberculose trouve un environnement «favorable» dans les lieux de vie surpeuplés et mal aérés. Le choléra se diffuse dans les espaces surpeuplés ; là où les conditions sanitaires sont déplorable. Les camps de réfugiés sont souvent des lieux propices à ces flambées infectieuses.

Lorsque les maladies frappent, il faut les soigner. Les dépenses liées aux soins de santé obèrent les budgets des familles et les font parfois sombrer dans la pauvreté.



© UNICEF/UN0332992/THOMASNYBO

Selon l'**UNICEF**, **100 millions de personnes basculent dans la pauvreté chaque année à cause des dépenses pour les soins de santé.**

Dans ce contexte, les **reports de soins** sont légions. On l'a vu dans de très nombreux pays pendant la pandémie de COVID-19. Mais ces reports, dus à un manque d'argent, ont des **effets dévastateurs**. C'est un véritable **cercle vicieux** qui s'enclenche. Une maladie non traitée peut empêcher les gens de travailler, et, ainsi, entraîner de nouvelles pertes de revenus, qui à leur tour empêchent de subvenir aux besoins de la famille. Bref, **la pauvreté s'accroît**¹.

1 Memon, Asif Saeed, How prepared are global education systems for future crises? UNICEF < <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/how-prepared-are-global-education-systems-for-future-crises/>

L'impact de la pandémie sur la santé des enfants pourrait être immédiat. Selon l'**UNICEF**, **les décès d'enfants de moins de 5 ans, qui avaient baissé de près de 60% depuis 1990, pourraient repartir à la hausse** à cause des perturbations dans les services de santé infantile et maternelle provoqués par la pandémie de COVID-19².

La réduction des inégalités et le renforcement des systèmes de soins de santé, en particulier face à la COVID-19, sont essentiels pour mettre fin à ces décès d'enfants évitables et pour garantir qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.

2 UNICEF, Nouvelles estimations sur la mortalité : <https://data.unicef.org/resources/levels-and-trends-in-child-mortality/>



© UNICEF/UNI330298/FrankDejongh



© UNICEF/UN0253365/Mohammed Huwais

Lorsqu'on parle de santé, encore ne faudrait-il pas oublier les **dramas silencieux qui se jouent autour de la santé mentale**.

Partout, dans le monde, des enfants et des adultes vacillent sous le poids d'**une santé mentale abîmée**. Mais ces maux profonds sont exacerbés par la pauvreté. Celle-ci alimente un stress parfois chronique qui menace l'équilibre psychologique des parents et des enfants, malgré leurs capacités de résilience. **Plus de 75% des décès par suicide dans le monde ont lieu dans les pays pauvres ou à revenus intermédiaires**.

Dans tous les pays du monde, des jeunes sont touchés par le désespoir et le manque de soutien.

Le suicide est la **deuxième cause de décès** chez les **jeunes de 15 à 29 ans**.

En Belgique, le taux de suicide est de 6,1 pour 100.000 jeunes entre 15 et 19 ans³.

Au-delà de la question du suicide, le malaise des jeunes, qui se traduit par **différentes formes de troubles de la santé mentale**, touche **20 millions d'adolescents dans le monde**.

Des troubles qui surviennent fréquemment avant l'âge de 14 ans. Souvent, ils trouvent leurs racines dans des problèmes non résolus, ce qui fragilise l'assise sur laquelle les enfants doivent s'appuyer pour se développer. Ce qui peut **effriter la confiance en soi et provoquer des dégâts irréversibles**. Le tableau est connu. On sait aujourd'hui qu'**un enfant sur quatre dans le monde vit avec au moins un parent atteint de troubles mentaux**.

³ Bilan Innocenti 16, Centre de Recherche Innocenti de l'UNICEF, 2020

Dans des périodes d'adversité forte, sans soutien adéquat, ces troubles peuvent être démultipliés et laisser des traces durables. **La pandémie de COVID-19 est une période d'adversité forte**. Dans de nombreux pays du monde, le confinement a été synonyme de promiscuité intenable. **La violence à l'égard des femmes et des enfants a augmenté et les tensions familiales – souvent préexistantes – se sont accrues**.

Nous devons agir maintenant pour garantir qu'une génération d'enfants, d'adolescents et de familles ait accès à des services de prévention et d'intervention appropriés pour promouvoir leur santé mentale et leur bien-être psychosocial à long terme.

La pandémie de COVID-19 touche davantage les femmes.

Les filles et les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté. Les filles et les femmes en âge de procréer sont plus susceptibles de vivre dans des ménages pauvres (sous le seuil de pauvreté) que les garçons et les hommes, et les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois informels qui sont particulièrement vulnérables en période de bouleversement économique.

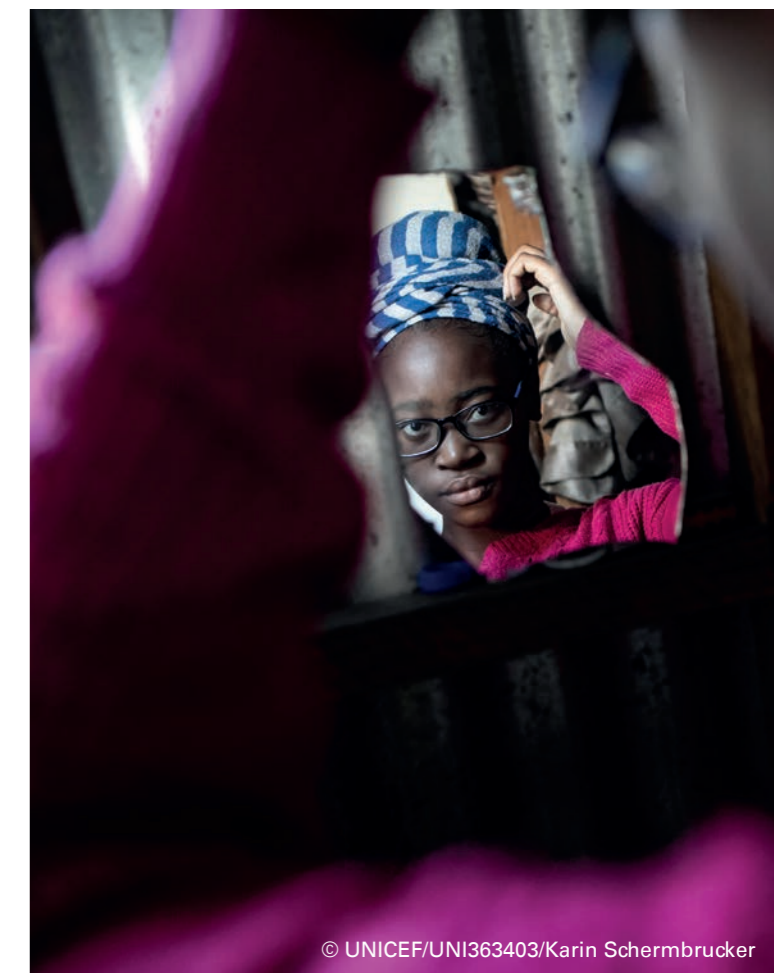


© UNICEF/UNI220712/Alessio Romenzi

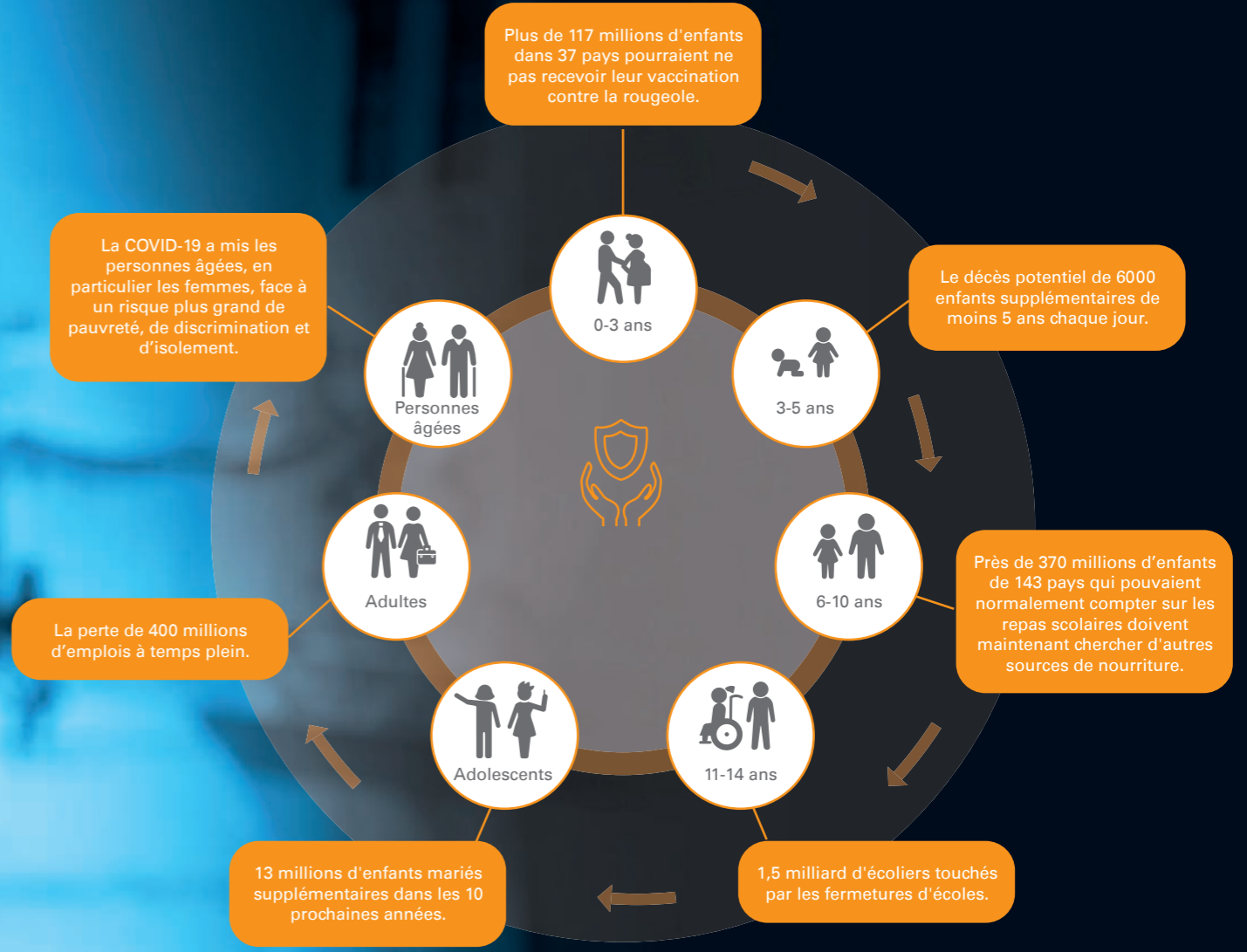
Les politiques de distanciation physique et de confinement pour contenir la pandémie de COVID-19 ont des implications non seulement sur l'économie, mais sur la répartition et l'intensité du travail non rémunéré, lequel était déjà effectué de manière disproportionnée par les femmes et les filles avant la pandémie.

Il est fondamental de mener une action axée sur une protection sociale du genre⁴. Les transferts monétaires, les congés parentaux payés et les possibilités de garde d'enfants de qualité sont des moyens importants pour soutenir les femmes.

⁴ La protection sociale soucieuse des questions de genre durant la COVID-19 : Fiche technique, UNICEF <https://www.unicef.org/media/68636/file/Gender-responsive-social-protection-during-covid-19-FR.pdf>



© UNICEF/UNI363403/Karin Schermbrucker



GUIDANCES TECHNIQUES ET DOCUMENTS CLÉS SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

- UNICEF'S SOCIAL PROTECTION RESPONSE TO COVID-19: Strengthening social protection systems before, during and after crises : <https://www.unicef.org/media/84181/file/UNICEF's-social-protection-response-to-COVID-19-2020.pdf>
- Monetary child poverty, UNICEF, Save The children: <https://data.unicef.org/topic/child-poverty/covid-19/>
- Multidimensional child poverty, UNICEF, Save the Children : <https://data.unicef.org/resources/impact-of-covid-19-on-multidimensional-child-poverty/>
- Universal child benefits Policy issues and options: <https://www.unicef.org/media/72916/file/UCB-ODI-UNICEF-Report-2020.pdf>
- SDG Guide on Child Poverty (disponible aussi en français): <http://www.endchildhoodpoverty.org/publications-feed/2017/4/3/a-world-free-from-child-poverty-a-guide-to-the-tasks-to-achieve-the-vision>
- Voluntary National Reviews for the Sustainable Development Goals: Are countries committed to ending child poverty by 2030?: <http://www.endchildhoodpoverty.org/publications-feed/2019/10/15/briefing-paper>
- Des Mondes d'Influence : Comprendre ce qui détermine le bien-être des enfants dans les pays riches <https://www.unicef-irc.org/publications/1141-des-mondes-d'influence-comprendre-ce-qui-determine-le-bien-etre-des-enfants-dans.html>
- Base de données du centre de recherche UNICEF Innocenti: <https://www.unicef-irc.org/article/2067-children-and-covid-19-research-library-cuts-through-the-noise.html>
- UNICEF Social policy: <https://www.unicef.org/social-policy>



UNICEF Belgique

📍 Boulevard de l'Impératrice, 66
1000 Bruxelles

☎ 02/230.59.70

📞 02/230.34.62

✉ info@unicef.be

🌐 www.unicef.be

📘 unicefinbelgium

🐦 unicefbelgique

📷 unicefbelgium

unicef 

pour chaque enfant